



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 30 mars 2006

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Le revenu des Canadiens, 2004

2

En 2004, le revenu médian après impôt de la plupart des familles canadiennes a augmenté, un essor économique important ayant favorisé l'accroissement de l'emploi qui, à son tour, a fait augmenter le revenu du marché, selon de nouvelles données provenant de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

Indices des prix des produits industriels et des matières brutes, février 2006

6

Les prix à la sortie de l'usine des produits fabriqués ont diminué en février, en raison de la baisse des prix des produits du pétrole. Les prix des matières brutes ont aussi régressé en février étant donné la chute des prix du pétrole brut et du gaz naturel.

Revenus et dépenses d'exploitation des fermes, 2004

10

Indice des prix des services de messageries et des services de messagers, janvier 2006

11

Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs : petits aéroports, novembre 2005

12

Nouveaux produits

13



Communiqués

Le revenu des Canadiens

2004

En 2004, le revenu médian après impôt de la plupart des familles canadiennes a augmenté, un essor économique important ayant favorisé l'accroissement de l'emploi qui, à son tour, a fait augmenter le revenu du marché, selon de nouvelles données provenant de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR).

Le revenu médian après impôt des familles canadiennes de deux personnes ou plus était de 54 100 \$, en hausse en termes réels d'environ 2 % par rapport à 2003, après correction pour tenir compte de l'inflation. (Le revenu médian est la valeur qui sépare les revenus des familles en deux parties égales, la moitié des familles ayant un revenu supérieur à cette valeur et l'autre moitié, un revenu inférieur.)

La croissance économique canadienne, telle que mesurée par le produit intérieur brut réel, a crû de 2,9 % en 2004. Selon l'Enquête sur la population active, cette croissance a eu des retombées sur le marché du travail où l'emploi a augmenté durant l'année, tous les progrès ayant été enregistrés dans des postes à temps plein, tandis que le taux de chômage a diminué.

Cependant, le revenu après impôt n'a pas augmenté pour tous les types de familles. Ainsi, le revenu médian après impôt des familles de personnes âgées, celles dont le principal soutien économique était âgé de 65 ans ou plus, est demeuré pratiquement inchangé à 38 500 \$. Néanmoins, en termes réels, ce chiffre représente une hausse de 12 % par rapport à 1996.

Le revenu médian après impôt des «personnes hors famille», ou personnes seules, qui s'est établi à 21 300 \$, n'a presque pas changé non plus. Cela a également été le cas du revenu médian après impôt des familles monoparentales ayant une femme à leur tête, celui-ci s'étant chiffré à 27 700 \$.

Des trois composantes principales du revenu après impôt (revenu du marché, transferts gouvernementaux et impôt sur le revenu des particuliers), seul le revenu du marché a varié de façon significative par rapport à 2003. Le revenu du marché est égal à la somme des gains provenant d'un emploi, du revenu de placements et du revenu provenant de régimes de retraite privés.

Les données de l'EDTR indiquent aussi que la proportion de familles vivant sous le seuil de faible

Note aux lecteurs

Le présent communiqué porte sur le revenu familial et le faible revenu au Canada. Les données antérieures à 1996 proviennent de l'Enquête sur les finances des consommateurs. À partir de 1996, elles sont tirées de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

Il convient de souligner que pour la première fois dans le présent rapport le revenu familial est analysé en se basant sur les valeurs médianes. Les rapports publiés antérieurement portaient sur la valeur moyenne du revenu.

Afin de tenir compte de l'inflation dans la comparaison du niveau de revenu au fil du temps, toutes les estimations du revenu sont exprimées en dollars constants de 2004. Cela permet des comparaisons en termes réels.

Le revenu du marché est égal à la somme des gains provenant d'un travail salarié, du revenu net provenant d'un travail autonome, du revenu de placements et du revenu provenant d'un régime privé de retraite. Il est également appelé revenu avant impôt et transferts.

Le revenu après impôt est la somme du revenu du marché et des transferts gouvernementaux, moins l'impôt sur le revenu.

Le présent rapport porte principalement sur les données les plus récentes, c'est-à-dire celles recueillies pour 2004. Mais il s'appuie aussi sur les tendances dégagées d'après les données des années précédentes. De nombreuses comparaisons sont faites par rapport à 1996 pour les raisons qui suivent. D'une part, le revenu du marché et le revenu après impôt ont présenté une tendance à la hausse de cinq ans qui a commencé après 1996 et, d'autre part, la prévalence du faible revenu a atteint un sommet en 1996 avant d'amorcer une tendance à la baisse par la suite.

Le taux de faible revenu calculé par Statistique Canada représente le pourcentage de familles qui se situent sous le seuil de faible revenu (SFR). Le SFR est une mesure statistique des seuils de revenu sous lesquels les Canadiens consacrent vraisemblablement une part de leur revenu supérieure à la moyenne aux nécessités de la vie, c'est-à-dire la nourriture, le logement et l'habillement. Pour plus de renseignements, consultez l'article «À propos de la pauvreté et du faible revenu» (13F0027XIF) disponible gratuitement en ligne.

Un rapport complémentaire, qui sera publié le 6 avril 2006, portera sur les travailleurs à faible rémunération et les personnes au sein d'une famille à faible revenu.

revenu (SFR) de Statistique Canada a diminué en 2004, témoignant de la conjoncture économique favorable.

Environ 684 000 familles, soit 7,8 %, avaient un faible revenu en 2004. Quelque 865 000 enfants de moins de 18 ans, soit 12,8 %, vivaient dans une famille à faible revenu.

Certains concepts de revenu, selon les principaux types de familles
2004

	Médiane			
	Revenu du marché	Transferts gouvernementaux	Impôts sur le revenu	Revenu après impôt
en dollars constants de 2004				
Familles économiques de deux personnes ou plus	55 800	4 000	8 600	54 100
Familles de personnes âgées	20 700	21 600	2 900	38 500
Couples autres que de personnes âgées, sans enfants	59 200	400	10 100	53 000
Familles biparentales avec enfants	71 700	2 300	11 700	64 100
Familles monoparentales ayant une femme à leur tête	19 000	6 700	300	27 700
Personnes seules	17 400	700	2 300	21 300

Revenu du marché : part la plus importante du revenu avant impôt des familles et des personnes seules

Les familles et les personnes seules ont tiré la plus grande partie de leur revenu total (avant impôt) du marché. Le revenu médian du marché des familles de deux personnes ou plus a augmenté d'environ 2 % pour atteindre 55 800 \$.

En 2004, le revenu du marché sous forme de gains, de revenu provenant d'un régime de retraite privé et de revenu de placements a représenté près de 90 \$ de chaque tranche de 100 \$ de revenu avant impôt. Les autres 10 \$ provenaient de transferts gouvernementaux.

Chez les familles de personnes non âgées, les gains ont représenté la part la plus importante du revenu avant impôt. Pour chaque tranche de 100 \$ de revenu total de ces familles, 93 \$ provenaient du revenu du marché et les autres 7 \$, de transferts gouvernementaux. (Les 93 \$ de revenu du marché comprenaient 85 \$ de gains, 3 \$ de revenu de placements, 3 \$ de revenu d'un régime de retraite privé et 2 \$ sous forme d'autres revenus.)

En 2004, le revenu médian du marché des familles de personnes non âgées s'est établi à 62 800 \$, en hausse de 2,8 % par rapport à 2003. Ce progrès est imputable en partie à la croissance de l'emploi et du nombre de postes à temps plein.

Chez les familles monoparentales ayant une femme à leur tête, les gains médians ont progressé de façon spectaculaire, pour passer de 8 400 \$ en 1996 à environ 19 000 \$ en 2004. Par tranche de 100 \$ de revenu total, les mères seules ont reçu 65 \$ sous forme de gains, soit 11 \$ de plus qu'en 1996. Cette

augmentation a réduit leur dépendance à l'égard des transferts gouvernementaux.

Le système de transferts et d'impôt redistribue le revenu entre les familles

Le système de transferts gouvernementaux et d'impôt sur le revenu des particuliers redistribue le revenu entre les familles à diverses périodes de leur vie et réduit les inégalités.

En 2004, l'impôt sur le revenu médian payé par les familles était de 8 600 \$ et le montant médian des transferts gouvernementaux qu'elles ont reçu était de 4 000 \$.

Aux fins de la présente analyse, les familles ont été réparties en fonction de leur revenu après impôt en cinq groupes égaux ou «quintiles», représentant chacun 20 % de l'ensemble des familles.

Le quintile supérieur, c'est-à-dire le cinquième des familles ayant le revenu après impôt le plus élevé, a gagné 46 % de tout le revenu du marché, a payé 56 % de tout l'impôt sur le revenu et a disposé de 40 % du revenu après impôt.

Le quintile inférieur, c'est-à-dire le cinquième des familles ayant le revenu après impôt le plus faible, n'a gagné que 3,6 % de tout le revenu du marché, a payé 1,8 % de tout l'impôt sur le revenu et a disposé de 7,1 % du revenu après impôt.

Pour chaque dollar de revenu du marché reçu par le cinquième des familles ayant le revenu après impôt le plus faible, le cinquième des familles ayant le revenu après impôt le plus élevé a reçu 12,90 \$. Après transferts gouvernementaux et impôt, le quintile ayant le revenu le plus élevé a reçu 5,60 \$ pour chaque dollar reçu par le quintile ayant le revenu le plus faible.

Chez les personnes seules, le régime d'impôt et de transferts a eu un effet encore plus prononcé. Pour chaque dollar de revenu du marché reçu par les personnes ayant le revenu le plus faible, celles ayant le revenu le plus élevé ont reçu 22,00 \$. Par contre, après impôt et transferts, le montant n'était plus que de 8,40 \$.

De 1996 à 2004, l'écart entre le revenu moyen après impôt des familles ayant le revenu le plus faible et de celles ayant le revenu le plus élevé est passé de 82 500 \$ à 102 700 \$. En 2004, le revenu moyen après impôt était de 125 000 \$ pour le quintile supérieur et de 22 300 \$ pour le quintile inférieur.

Baisse du taux de familles à faible revenu

Le taux de faible revenu calculé par Statistique Canada correspond au pourcentage de familles dont le revenu est inférieur au seuil de faible revenu (SFR). Le SFR est une mesure statistique des seuils

de revenu sous lesquels les Canadiens consacrent vraisemblablement une part de leur revenu supérieure à la moyenne aux nécessités de la vie, c'est-à-dire la nourriture, le logement et l'habillement.

En 2004, au Canada, environ 3,5 millions de personnes avaient un faible revenu. Elles représentaient 11,2 % de l'ensemble de la population, ce qui constitue une proportion bien inférieure au sommet de 15,7 % enregistré en 1996.

La proportion de familles ayant un faible revenu après impôt a chuté pour passer à 7,8 % en 2004, après avoir atteint 8,5 % en 2003 et un sommet de 12,1 % en 1996. En 2004, 684 000 familles se situaient sous le seuil de faible revenu (SFR). Ces familles auraient eu besoin de 7 200 \$ de plus, en moyenne, pour que leur revenu soit supérieur au seuil, comparativement à 7 400 \$ en 1996.

Taux de faible revenu (SFR fondé sur le revenu après impôt, sur la base de 1992), selon les principaux types de familles

	1996	1998	2000	2002	2003	2004
	%					
Familles économiques de deux personnes ou plus	12,1	10,1	9,0	8,6	8,5	7,8
Familles de personnes âgées	3,3	3,9	3,1	2,9	2,7	2,1
Couples autres que de personnes âgées, sans enfants	8,4	6,7	6,9	7,1	6,6	6,2
Familles biparentales avec enfants	10,8	8,5	8,3	6,5	6,7	6,7
Familles monoparentales ayant une femme à leur tête	52,7	42,9	36,3	39,4	38,8	35,6
Personnes seules	37,3	35,1	32,9	29,5	29,6	29,6

En 2004, les 550 000 familles monoparentales ayant une femme à leur tête ont affiché les taux de faible revenu les plus élevés, 36 % d'entre elles ayant un faible revenu comparativement à 53 % en 1996. Cette baisse est attribuable en partie à une augmentation du nombre de mères seules touchant un revenu de travail.

Le taux de faible revenu chez les personnes âgées a atteint un creux record de 5,6 % en 2004, en baisse par rapport à 6,8 % en 2003.

Environ 865 000 enfants de moins de 18 ans vivaient dans une famille à faible revenu en 2004, comparativement à 1,3 million en 1996. La proportion d'enfants appartenant à une famille à faible revenu est

passée d'un sommet de 18,6 % en 1996 à son niveau actuel d'environ 12,8 %.

Le taux d'enfants en situation de faible revenu était de 40,0 % pour les familles monoparentales ayant une femme à leur tête, ce qui représente cinq fois la proportion correspondante de 8,1 % enregistrée pour les familles biparentales.

Pourcentage de personnes sous le seuil de faible revenu (SFR fondé sur le revenu après impôt, sur la base de 1992)

	1996	1998	2000	2002	2003	2004
	%					
Personnes de moins de 18 ans vivant dans des familles biparentales	18,6	15,5	13,8	12,2	12,5	12,8
Vivant dans des familles monoparentales ayant une femme à leur tête	12,4	9,8	9,5	7,2	7,8	8,1
Personnes âgées entre 18 et 64 ans	55,8	46,1	40,1	43,0	41,2	40,0
Personnes de 65 et plus	15,7	13,9	12,9	12,1	12,2	11,7
	9,8	8,6	7,6	7,6	6,8	5,6

Provinces : revenu médian des familles albertaines le plus élevé pour la première fois

Le revenu familial médian après impôt n'a été supérieur à la moyenne nationale que dans deux provinces, l'Alberta et l'Ontario. En 2004, les familles albertaines de deux personnes ou plus ont enregistré pour la première fois le revenu médian après impôt le plus élevé. L'année précédente, l'Alberta et l'Ontario avaient affiché des valeurs égales.

La moitié des familles albertaines avaient un revenu après impôt de 61 800 \$ et plus, en hausse de 4 % par rapport à 2003. Le revenu médian après impôt a également augmenté de 4 % au Nouveau-Brunswick, mais n'a atteint que 46 400 \$.

Dans les autres provinces, le revenu familial après impôt n'a pour ainsi dire pas changé. La valeur la plus faible, soit 40 700 \$, a été enregistrée à Terre-Neuve-et-Labrador.

Parmi les familles de deux personnes ou plus, le taux de faible revenu était supérieur à la moyenne nationale (7,8 %) dans trois provinces, soit la Colombie-Britannique, où il était de 10,3 %, Terre-Neuve-et-Labrador, où il était de 9,2 % et le Manitoba, où il était de 8,0 %.

Données stockées dans CANSIM : 202-0101 à 202-0107, 202-0201 à 202-0203, 202-0301, 202-0401 à 202-0411, 202-0501, 202-0601 à 202-0605, 202-0701 à 202-0706, et 202-0801 à 202-0807.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3502 et 3889.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-7355 ou composez sans frais

le 1 888 297-7355 (revenu@statcan.ca), Division de la statistique du revenu.

Un rapport plus détaillé, *Le revenu au Canada, 2004* (75-202-XIF, gratuit), est disponible dès aujourd'hui. Il contient une analyse et 15 tableaux aux échelons national et provincial. La publication *Tendances du revenu au Canada, 2004* (13F0022XIF, 209 \$) est maintenant en vente. Elle contient 40 tableaux aux échelons national et provincial, ainsi que certaines données au niveau des régions métropolitaines de recensement. Voir *Pour commander les produits*.

Revenu médian des familles économiques et des personnes seules

	1996	1998	2000	2002	2003	2004
	en dollars constants de 2004					
Familles économiques de deux personnes ou plus						
Revenu du marché	48 800	51 600	55 200	54 500	54 500	55 800
Transferts gouvernementaux	4 700	4 000	3 300	3 800	3 800	4 000
Impôts sur le revenu	8 800	9 200	9 400	8 500	8 400	8 600
Revenu après impôt	47 100	48 800	51 200	53 200	53 200	54 100
Personnes seules						
Revenu du marché	12 100	13 400	15 300	17 100	17 100	17 400
Transferts gouvernementaux	3 400	3 000	1 000	1 300	900	700
Impôts sur le revenu	1 500	1 800	2 100	2 200	2 200	2 300
Revenu après impôt	17 700	18 400	19 500	21 200	20 900	21 300

Certains concepts de revenu pour les familles économiques de deux personnes ou plus, selon la province 2004

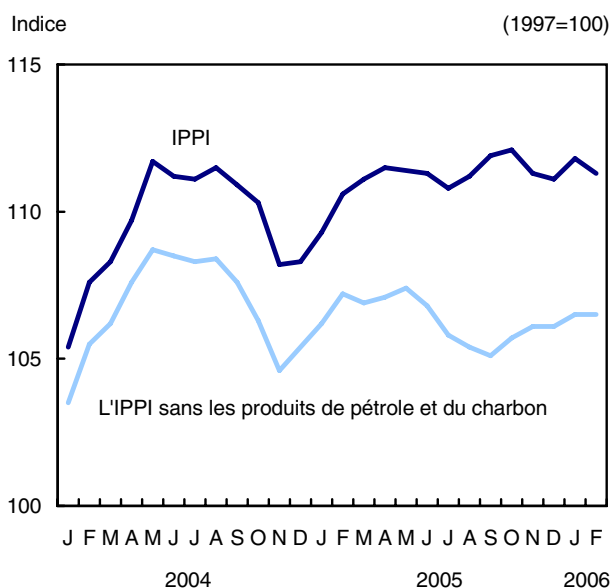
	Revenu du marché	Transferts gouvernementaux	Impôts sur le revenu	Revenu après impôt	Taux de faible revenu après impôt %
	en dollars constants de 2004				
Canada	55 800	4 000	8 600	54 100	7,8
Terre-Neuve-et-Labrador	34 500	11 100	5 700	40 700	9,2
île-du-Prince-Édouard	41 500	8 700	6 400	44 800	3,2
Nouvelle-Écosse	47 100	5 600	7 600	47 100	6,4
Nouveau-Brunswick	43 700	6 900	6 600	46 400	6,7
Québec	49 000	5 300	7 400	47 700	7,3
Ontario	63 100	3 500	9 700	59 700	7,7
Manitoba	52 900	3 500	8 700	50 600	8,0
Saskatchewan	49 800	3 500	7 400	48 400	7,0
Alberta	66 900	1 600	9 800	61 800	7,0
Colombie-Britannique	53 600	3 900	7 500	53 700	10,3

Indices des prix des produits industriels et des matières brutes

Février 2006

Les prix à la sortie de l'usine des produits fabriqués ont diminué en février, en raison de la baisse des prix des produits du pétrole. Les prix des matières brutes ont aussi régressé en février étant donné la chute des prix du pétrole brut et du gaz naturel.

Les prix des produits fabriqués baissent



Les prix demandés par les fabricants, mesurés par l'Indice des prix des produits industriels (IPPI), ont reculé de 0,4 % de janvier à février. La diminution des prix des produits du pétrole, des produits du bois de construction et des produits chimiques explique largement cette baisse mensuelle.

La variation sur 12 mois de l'IPPI a été de 0,6 %, ce qui constitue une baisse importante par rapport à l'augmentation d'une année à l'autre de 2,3 % affichée en janvier. La hausse des prix des produits du pétrole et des produits chimiques a principalement été à l'origine de cette progression annuelle.

L'Indice des prix des matières brutes (IPMB) a régressé de 3,2 % de janvier à février, après avoir augmenté de 4,9 % en janvier, la baisse étant attribuable à la diminution des prix des combustibles minéraux et des animaux et des substances animales.

Comparativement à février l'an dernier, les matières brutes ont coûté 10,6 % de plus aux usines, ce qui

Note aux lecteurs

L'Indice des prix des produits industriels (IPPI) reflète les prix que les producteurs reçoivent au moment où les produits franchissent les portes de l'usine. Il ne reflète pas ce que le consommateur paie. Contrairement à l'Indice des prix à la consommation, l'IPPI exclut les impôts indirects et tous les coûts qui surviennent entre le moment où un produit sort de l'usine et le moment où l'utilisateur final en prend possession, ce qui comprend les coûts du transport, du commerce de gros et du commerce de détail.

Les producteurs canadiens exportent de nombreux biens. Ils indiquent souvent leurs prix en devises étrangères, en particulier dans le cas des véhicules automobiles, de la pâte de bois, du papier et des produits du bois. Les fluctuations du dollar canadien par rapport à la devise américaine se répercutent par conséquent sur l'IPPI.

L'Indice des prix des matières brutes (IPMB) est représentatif des prix que paient les fabricants canadiens pour les principales matières brutes. Un grand nombre de ces prix sont fixés sur le marché mondial. Contrairement à l'IPPI, l'IPMB comprend des biens qui ne sont pas produits au Canada.

représente un fléchissement par rapport à la variation sur 12 mois de 17,7 % enregistrée en janvier.

En février, l'IPPI (1997=100) s'est établi à 111,3, en baisse par rapport au niveau révisé de 111,8 observé en janvier. L'IPMB (1997=100) a atteint 150,3, en baisse comparativement au niveau révisé de 155,3 enregistré en janvier.

IPPI : diminution des prix des produits du pétrole

D'un mois à l'autre, les prix des fabricants ont diminué de 0,4 %, principalement en raison de la chute des prix des produits du pétrole, des produits du bois de construction et des produits chimiques.

Les prix des produits du pétrole et du charbon se sont repliés de 5,0 % comparativement à janvier. Si les prix des produits du pétrole et du charbon avaient été exclus, l'IPPI serait demeuré inchangé par rapport à janvier, au lieu de diminuer de 0,4 %.

Les prix du bois de construction et des autres produits du bois ont fléchi de 1,0 % de janvier à février. Les prix ont aussi chuté pour le bois de construction de résineux et les panneaux de particules, en raison d'une plus faible demande.

Les prix des produits chimiques ont reculé de 0,7 % par rapport au mois précédent étant donné la diminution des prix des produits chimiques industriels et des engrais.

Les prix des véhicules automobiles, des produits en caoutchouc, en cuir et en matière plastique ainsi que des produits électriques et de communication ont aussi fléchi par rapport au mois précédent.

Toutefois, les prix des produits métalliques de première transformation ont progressé de 1,6 %, le maintien de la forte demande ayant fait monter les prix des produits d'aluminium et de nickel. Les prix de la pâte de bois et des produits du papier, de la viande, du poisson et des produits laitiers ont aussi connu une hausse en février.

IPPI : Les produits du pétrole et les produits chimiques sont les principaux facteurs de la variation sur 12 mois

Sur 12 mois, l'IPPI a progressé de 0,6 % en février, ce qui est moins que la variation sur 12 mois de 2,3 % observée en janvier.

Les prix des produits du pétrole et du charbon ont crû de 14,5 % depuis février 2005, ce qui est inférieur à la hausse de 26,3 % affiché en janvier. Si les prix des produits du pétrole et du charbon avaient été exclus, l'IPPI aurait diminué de 0,7 % plutôt que d'augmenter de 0,6 % par rapport à l'année précédente.

Les produits chimiques ont augmenté de 4,9 % en raison de la hausse des prix des résines synthétiques et des produits chimiques industriels inorganiques. Les prix ont aussi été plus élevés qu'il y a un an pour les produits métalliques de première transformation, les produits en caoutchouc, en cuir et en matière plastique, les fruits, les légumes et les aliments pour animaux, les produits du tabac, les produits minéraux non métalliques et les meubles et articles d'ameublement.

Par ailleurs, les prix des véhicules automobiles et autre matériel de transport ainsi que des produits électriques et de communication ont fléchi de 5,3 % et de 1,1 % respectivement par rapport à l'année précédente, surtout en raison du raffermissement du dollar canadien.

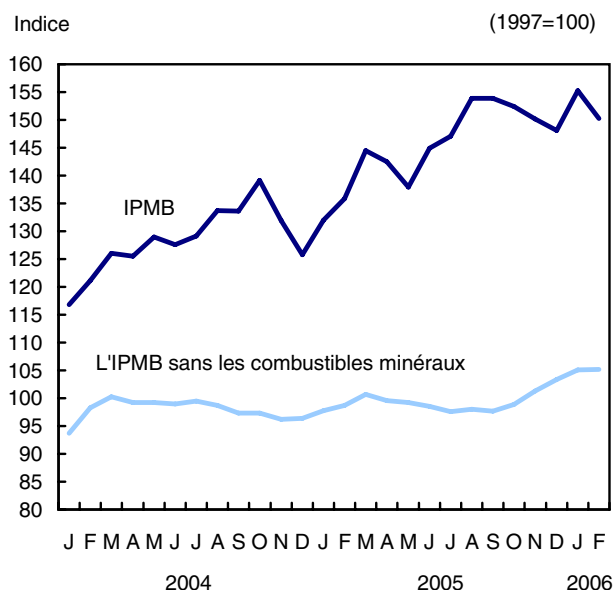
Les prix du bois de construction et des autres produits du bois ont reculé de 8,3 % de février 2005 à février 2006, en raison de la baisse des prix d'une année à l'autre observée dans le cas du bois de construction de résineux (-10,9 %) et des panneaux de particules (-20,9 %). Les prix de la pâte de bois et des produits du papier, de la viande, du poisson et des produits laitiers de même que des semi-produits métalliques ont aussi régressé par rapport à l'année précédente.

IPMB : Les prix du pétrole brut et du gaz naturel sont en baisse

D'un mois à l'autre, les prix des matières brutes ont diminué de 3,2 % en février, après avoir connu une croissance de 4,9 % en janvier. Les prix des combustibles minéraux ont fléchi de 6,0 % comparativement à janvier. Les prix du pétrole brut ont chuté de 6,4 % en raison principalement des stocks élevés. Les prix du gaz naturel ont régressé de 4,7 %

en raison des stocks élevés et aussi d'une diminution de la demande provoquée par un temps plus doux.

Les prix des matières brutes diminuent



Les prix des animaux et des substances animales ont reculé de 2,2 % étant donné la baisse des prix des bovins d'abattage et du lait entier non transformé.

Cependant, les prix des métaux non ferreux ont affiché une hausse de 1,4 %, surtout en raison de l'accroissement des prix des concentrés radioactifs, des concentrés de zinc et des déchets de métaux non ferreux. Les prix des matières ferreuses ont crû de 2,1 % par rapport au mois précédent, étant donné la hausse des prix des déchets de fer et d'acier. Les prix des produits du bois et des substances végétales ont aussi marqué une progression par rapport au mois précédent.

Sur 12 mois, les prix des matières brutes ont progressé de 10,6 % en février, une augmentation inférieure à celle de 17,7 % d'une année à l'autre observée en janvier. Les prix des combustibles minéraux ont été en hausse de 14,6 % et les prix du pétrole brut ont progressé de 12,2 %. Sans les combustibles minéraux, l'IPMB aurait crû de 6,6 % au lieu de 10,6 %.

Les prix des métaux non ferreux ont monté de 31,2 %, en raison surtout de l'augmentation des prix des concentrés radioactifs, des concentrés de zinc, des concentrés de cuivre, de l'or et du plomb. Les prix des substances végétales se sont accrus de 2,5 % par rapport à l'année précédente en raison de la hausse d'une année à l'autre des prix du caoutchouc naturel, du sucre non raffiné et du maïs. Les prix des minéraux non

métalliques ont aussi progressé par rapport à l'année précédente.

Par ailleurs, les prix des produits du bois et des matières ferreuses ont fléchi de 4,5 % et de 9,1 % respectivement, par rapport à février 2005.

Impact du taux de change

De janvier à février, la valeur du dollar canadien par rapport à la devise américaine a progressé de 0,7 %. Sans l'effet du taux de change, l'IPPI total aurait diminué de 0,2 % plutôt que de 0,4 %.

Sur 12 mois, le dollar canadien s'est apprécié de 7,9 % par rapport au dollar américain. Si l'effet du taux de change avait été exclu, les prix à la production auraient monté de 2,7 % au lieu de 0,6 % de février 2005 à février 2006.

Diminution des prix des produits semi-finis

Les prix des produits semi-finis ont reculé de 0,3 % par rapport à janvier. La diminution des prix des produits du pétrole, des produits chimiques, des produits du bois de construction, des produits en caoutchouc, en cuir et en matière plastique ainsi que des fruits, des légumes et des aliments pour animaux explique principalement ce fléchissement.

La hausse des prix des produits métalliques de première transformation, de la pâte de bois et des produits du papier a neutralisé en partie la diminution mensuelle.

Les producteurs de produits semi-finis ont touché 1,6 % de plus pour leurs produits en février 2006 comparativement à février 2005. Il y a eu une hausse des prix des produits du pétrole, des produits chimiques, des produits métalliques de première transformation, des produits en caoutchouc, en cuir et en matière plastique, des fruits et légumes, des aliments pour animaux et des produits minéraux non métalliques.

Ces augmentations ont été partiellement effacées par le fléchissement des prix des produits du bois de construction, des véhicules automobiles, de la pâte de bois et des produits du papier, de la viande, du poisson et des produits laitiers ainsi que des produits électriques et de communication.

Diminution des prix des produits finis

D'un mois à l'autre, les prix des produits finis ont chuté de 0,8 % par rapport à janvier. La diminution des prix des produits du pétrole, des véhicules automobiles, des produits en caoutchouc, en cuir et en matière plastique, des produits chimiques ainsi que des produits électriques et de communication explique principalement cette baisse mensuelle.

Ces hausses ont été partiellement effacées par les augmentations des prix de la viande, du poisson et des produits laitiers, des fruits, des légumes et des aliments pour animaux ainsi que de la pâte de bois et des produits du papier.

Comparativement à février 2005, les prix des produits finis ont diminué de 1,0 %. La baisse des prix des véhicules automobiles, des produits du bois de construction, des produits électriques et de communication, des machines et du matériel explique principalement cette baisse.

La hausse des prix des produits du pétrole, des fruits, des légumes et des aliments pour animaux, des produits du tabac, des meubles et articles d'ameublement, des produits chimiques, des produits en caoutchouc, en cuir et en matière plastique et enfin des produits minéraux non métalliques a effacé une partie de la diminution annuelle.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 329-0038 à 329-0049 et 330-0006.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2306 et 2318.

Le numéro de février 2006 de la publication *Indices des prix de l'industrie* (62-011-XIF, 19 \$ / 175 \$; 62-011-XPF, 24 \$ / 233 \$) paraîtra en avril.

Les données de mars sur les indices des prix des produits industriels et des matières brutes seront diffusées le 1^{er} mai.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-9606 ou avec Danielle Gouin au (613) 951-3375 (danielle.gouin@statcan.ca), Division des prix. Télécopieur : (613) 951-1539.

□

Indices des prix des produits industriels (1997=100)

	Importance relative	Février 2005	Janvier 2006 ^r	Février 2006 ^p	var. en %	
					Février 2005 à février 2006	Janvier à février 2006
Indices des prix des produits industriels (IPPI)	100,00	110,6	111,8	111,3	0,6	-0,4
IPPI sans les produits du pétrole et du charbon	94,32	107,2	106,5	106,5	-0,7	0,0
Agrégations par produits						
Viande, poisson et produits laitiers	5,78	108,6	106,4	106,6	-1,8	0,2
Fruits, légumes, aliments pour animaux et autres produits alimentaires	5,99	101,7	103,8	103,8	2,1	0,0
Boissons	1,57	120,8	121,5	121,5	0,6	0,0
Tabac et produits du tabac	0,63	170,1	179,4	179,4	5,5	0,0
Produits en caoutchouc, en cuir et en matière plastique	3,30	111,8	118,5	117,5	5,1	-0,8
Produits textiles	1,58	99,4	100,0	100,0	0,6	0,0
Produits en tricot et vêtements	1,51	104,2	104,2	104,6	0,4	0,4
Bois d'oeuvre et autres produits de bois	6,30	98,8	91,5	90,6	-8,3	-1,0
Meubles et articles d'ameublement	1,59	114,2	116,6	116,6	2,1	0,0
Pâte de bois et produits de papier	7,23	104,9	102,2	102,8	-2,0	0,6
Impression et édition	1,70	115,5	115,2	115,2	-0,3	0,0
Produits métalliques de première transformation	7,80	120,4	121,7	123,6	2,7	1,6
Semi-produits métalliques	4,11	122,3	121,6	121,7	-0,5	0,1
Machines et matériel	5,48	107,0	107,1	107,0	0,0	-0,1
Véhicules automobiles et autre matériel de transport	22,16	98,2	93,5	93,0	-5,3	-0,5
Produits électriques et de communication	5,77	94,0	93,1	93,0	-1,1	-0,1
Produits minéraux non métalliques	1,98	114,8	117,3	117,3	2,2	0,0
Produits du pétrole et du charbon ¹	5,68	173,9	209,7	199,2	14,5	-5,0
Produits chimiques	7,07	118,1	124,8	123,9	4,9	-0,7
Divers produits fabriqués	2,40	111,3	111,7	111,7	0,4	0,0
Divers produits non fabriqués	0,38	139,3	201,4	205,6	47,6	2,1
Produits semi-finis²	60,14	112,3	114,5	114,1	1,6	-0,3
Produits semi-finis de première étape ³	7,71	123,3	128,4	129,6	5,1	0,9
Produits semi-finis de deuxième étape ⁴	52,43	110,6	112,4	111,8	1,1	-0,5
Produits finis⁵	39,86	108,1	107,9	107,0	-1,0	-0,8
Aliments de consommation et aliments pour animaux	8,50	112,1	112,5	112,8	0,6	0,3
Matériel capitalisé	11,73	103,2	100,7	100,4	-2,7	-0,3
Tous les autres produits finis	19,63	109,3	110,2	108,5	-0,7	-1,5

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

1. L'indice du mois courant est estimé.

2. Les produits semi-finis sont des produits qui servent principalement à la production d'autres biens.

3. Les produits semi-finis de première étape servent le plus souvent à produire d'autres produits semi-finis.

4. Les produits semi-finis de deuxième étape sont utilisés le plus souvent pour produire des produits finis.

5. Les produits finis sont le plus souvent utilisés pour la consommation immédiate ou les investissements.

Indices des prix des matières brutes (1997=100)

	Importance relative	Février 2005	Janvier 2006 ^r	Février 2006 ^p	var. en %	
					Février 2005 à février 2006	Janvier à février 2006
Indice des prix des matières brutes (IPMB)	100,00	135,9	155,3	150,3	10,6	-3,2
Combustibles minéraux	35,16	216,4	263,8	247,9	14,6	-6,0
Substances végétales	10,28	80,0	81,4	82,0	2,5	0,7
Animaux et substances animales	20,30	104,3	106,4	104,1	-0,2	-2,2
Bois	15,60	77,4	73,2	73,9	-4,5	1,0
Matières ferreuses	3,36	131,3	117,0	119,4	-9,1	2,1
Métaux non ferreux	12,93	113,9	147,4	149,4	31,2	1,4
Minéraux non métalliques	2,38	132,2	136,5	136,6	3,3	0,1
IPMB sans les combustibles minéraux	64,84	98,7	105,1	105,2	6,6	0,1

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

Revenus et dépenses d'exploitation des fermes

2004 (estimations définitives)

Selon les dossiers fiscaux, l'accroissement des revenus provenant des porcs et des cultures a annulé la baisse marquée des revenus tirés des bovins, entraînant à la hausse les marges d'exploitation moyennes des fermes canadiennes en 2004.

Les revenus d'exploitation moyens des fermes ont augmenté de 1,2 % en 2004 pour se chiffrer à 210 184 \$, en hausse de 10,8 % (en dollars courants) par rapport à la moyenne quinquennale précédente de 1999 à 2003. Les dépenses d'exploitation moyennes, quant à elles, ont régressé de 0,4 % par rapport à 2003 pour s'établir à 181 400 \$ en 2004.

Par conséquent, les marges d'exploitation se sont accrues de 1,4 cent pour atteindre 13,7 cents par dollar de revenu, ce qui est légèrement inférieur à la moyenne quinquennale précédente.

Les revenus moyens tirés des porcs ont connu une augmentation de 17,3 % en 2004, principalement attribuable à la croissance des revenus tirés des porcs vendus pour l'abattage au Canada. En fait, les revenus moyens des porcs ont presque doublé au cours des cinq dernières années. Les revenus moyens provenant des bovins, quant à eux, ont subi une baisse de 20,1 % en 2004, principalement en raison de l'interdiction liée au commerce du boeuf aux États-Unis qui s'est poursuivie tout au long de l'année. Par conséquent, les revenus du bétail ont reculé de 3,1 % de 2003 à 2004.

Les revenus moyens provenant des cultures ont progressé de 3,4 %. Les revenus moyens des céréales et des oléagineux ont crû de 5,7 %, ce qui s'explique en partie par l'accroissement des revenus moyens tirés du canola (+23,0 %) et de l'orge (+12,5 %). La progression des ventes de fruits (+9,2 %) et de légumes (+7,7 %) a également joué un rôle important. En réalité, les revenus moyens tirés des produits horticoles, qui comprennent les fruits, les légumes et les produits de serre, de pépinière et de floriculture, n'ont cessé de croître durant les trois dernières années et, en 2004, ils étaient deux fois plus élevés qu'en 1996. Les revenus provenant des pommes de terre et des cultures fourragères, qui ont tous les deux diminué, ont atténué la croissance des revenus des cultures.

Les revenus moyens des produits laitiers ont crû de 5,5 % en 2004 et, malgré l'épidémie de la grippe aviaire en Colombie-Britannique, les revenus moyens de la volaille ont augmenté de 5,3 %. Les revenus moyens provenant des produits assujettis à la gestion de l'offre ont crû de façon continue depuis 1997.

Les paiements de programme et les produits d'assurance moyens ont grimpé de 6,7 % en 2004. Ces

revenus ont représenté 9,4 % des revenus d'exploitation moyens, ce qui constitue la part la plus élevée en 12 ans.

La diminution des dépenses d'exploitation moyennes a été attribuable à la baisse de plus de 9 % des dépenses au chapitre du bétail. La baisse prononcée de 25,4 % des achats de bovins a grandement fait contrepoids à l'accroissement de 12,7 % des achats de porcs. Les dépenses pour les aliments pour animaux ont aussi connu une diminution, fléchissant de 2,3 %.

Les dépenses moyennes en ce qui a trait aux machines, quant à elles, se sont accrues de 7,4 %, principalement sous l'influence d'une augmentation de 12,1 % des dépenses pour le carburant. En outre, les dépenses moyennes pour les cultures se sont accrues de 3,3 %, les coûts des pesticides ayant augmenté de 5,1 %.

Les dépenses de commercialisation moyennes ont affiché une hausse marquée de 14,1 % par rapport à 2003. Les dépenses relatives aux salaires, aux assurances, aux loyers, au travail à forfait et à la location de machines ont aussi progressé de façon remarquable.

Des 11 principaux types de fermes, 6 ont connu des augmentations de leurs marges d'exploitation en 2004. Les fermes laitières ont été le seul type de ferme à enregistrer une marge d'exploitation supérieure à 20 cents, leur marge d'exploitation moyenne s'étant élevée à 23,0 cents par dollar de revenu, en hausse de 0,1 cent par rapport à 2003. Les fermes productrices de céréales et d'oléagineux ont occupé le deuxième rang, leur marge ayant fléchi de 1,4 cent pour s'établir à 17,7 cents. La marge d'exploitation des fermes productrices de pommes de terre a accusé un recul de 4,8 cents, ce qui représente la diminution la plus forte en 2004. Les fermes porcines (+4,2 cents) et les fermes d'élevage de bovins de boucherie (+4,0 cents) ont enregistré les augmentations les plus importantes par rapport à 2003.

Selon les chiffres de ventes, toutes les catégories de revenus ont affiché une hausse des marges d'exploitation. Les fermes dont les revenus d'exploitation se situaient entre 250 000 \$ et 499 999 \$ ont obtenu les marges d'exploitation les plus élevées, soit 18,5 cents par dollar de revenu, en hausse de 0,5 cent par rapport à 2003. Les fermes dont les revenus d'exploitation se situaient entre 50 000 \$ et 99 999 \$ ont affiché l'augmentation des marges d'exploitation la plus élevée, celles-ci étant passées de 10,7 cents par dollar de revenu en 2003 à 13,1 cents en 2004.

En 2004, les fermes ayant des revenus d'exploitation inférieurs à 100 000 \$, qui représentaient plus de 61 % de l'ensemble des fermes au Canada, ont obtenu

environ 11 % du total des revenus d'exploitation agricoles et ont déclaré une marge de 5,4 cents par dollar de revenu. Dix ans auparavant, ces fermes représentaient 66 % de l'ensemble des fermes et avaient réalisé environ 21 % du total des revenus d'exploitation, enregistrant alors une marge de 16,0 cents.

Nota : Les estimations fiscales définitives diffusées aujourd'hui visent à présenter les revenus d'exploitation moyens et les dépenses d'exploitation moyennes pour le secteur agricole et selon le type de ferme. Ces estimations viennent compléter les données agrégées sur le secteur agricole publiées dans le *Quotidien* du 25 novembre 2005 (voir le communiqué «Revenu agricole net, 2004»).

Les présentes estimations englobent les exploitations agricoles non constituées en société dont les revenus d'exploitation bruts sont de 10 000 \$ et plus. Elles comprennent également les exploitations agricoles constituées en société dont les ventes de

produits agricoles sont de 25 000 \$ et plus, et dont 50 % ou plus des ventes proviennent d'activités agricoles. Les estimations de ce communiqué comprennent les organisations communautaires agricoles, telles que les colonies huttérites. La marge d'exploitation est définie comme étant un dollar moins les dépenses d'exploitation (avant déduction pour l'amortissement) pour chaque dollar de revenu.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3447.

Pour obtenir des données personnalisées, communiquez avec le Service à la clientèle au 1 800 465-1991. Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Daniel Michaud au (613) 951-0701, Division de l'agriculture.

Revenus et dépenses d'exploitation moyens par ferme et marges d'exploitation 2004 (estimations définitives)

	2003			2004			2003 à 2004	
	Revenus d'exploitation moyens	Dépenses d'exploitation moyennes	Marges d'exploitation ¹	Revenus d'exploitation moyens	Dépenses d'exploitation moyennes	Marges d'exploitation ¹	Revenus d'exploitation moyens	Dépenses d'exploitation moyennes
	dollars		cents	dollars		cents	var.	en %
Ensemble des fermes	207 689	182 122	12,3	210 184	181 400	13,7	1,2	-0,4
Céréales et oléagineux	138 173	111 751	19,1	141 396	116 322	17,7	2,3	4,1
Pommes de terre	598 228	495 261	17,2	619 287	542 695	12,4	3,5	9,6
Autres légumes et melons	285 750	243 854	14,7	307 043	269 459	12,2	7,5	10,5
Fruits et noix	154 587	132 883	14,0	160 337	139 359	13,1	3,7	4,9
Serres, pépinières et floriculture	729 241	661 523	9,3	721 390	656 944	8,9	-1,1	-0,7
Autres cultures	97 035	82 016	15,5	91 805	76 026	17,2	-5,4	-7,3
Bovins et porcs d'engraissement	170 433	163 731	3,9	155 729	143 445	7,9	-8,6	-12,4
Produits laitiers	322 523	248 738	22,9	340 336	262 184	23,0	5,5	5,4
Porcs	793 886	754 752	4,9	898 544	817 137	9,1	13,2	8,3
Volailles et oeufs	743 932	663 735	10,8	804 466	701 859	12,8	8,1	5,7
Autres animaux	152 869	138 572	9,4	150 469	133 596	11,2	-1,6	-3,6

1. Définies comme étant un dollar moins les dépenses d'exploitation (avant la déduction pour amortissement) pour chaque dollar de revenu.

Indice des prix des services de messageries et des services de messagers

Janvier 2006

L'Indice des prix des services de messageries et de services de messagers (IPSMMS) est un indice mensuel des prix qui mesure l'évolution dans le temps des prix des services de messageries et de services de messagers fournis par des entreprises de livraison sur de longues et de courtes distances à des clients d'affaires établis au Canada.

En janvier, l'IPSMMS s'est établi à 116,6 (2003=100), en hausse de 2,8 %, en raison des augmentations annuelles des prix incluant des coûts du

carburant plus élevés. La composante de messageries a grimpé de 2,8 %, tandis que celle des services locaux est demeurée inchangée.

Ces indices sont disponibles à l'échelon national seulement.

Données stockées dans CANSIM : tableau 329-0053.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5064.

Pour obtenir plus de renseignements sur ces indices, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-9606 ou composez sans frais

le 1 866 230-2248 (infounit@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Anne Williamson au (613) 951-0708 (anne.williamson@statcan.ca), Division des prix. ■

Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs : petits aéroports

Novembre 2005

Le rapport mensuel de novembre 2005, vol. 2 (TP141, gratuit) est maintenant accessible dans le site Web de Transports Canada (<http://www.tc.gc.ca/pol/FR/rapport/TP141f/tp141.htm>).

Nota : Le rapport mensuel TP141 est publié en deux volumes. Le volume 1 présente les statistiques pour les principaux aéroports canadiens, soit ceux dotés de tours de contrôle pour la circulation aérienne ou

de stations d'information de vol de NAV CANADA. Le volume 2 présente les statistiques pour les petits aéroports, soit ceux sans tour de contrôle de la circulation aérienne. Au moment de la diffusion, les deux volumes sont accessibles gratuitement dans le site Web de Transports Canada.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2715.

Pour obtenir plus de renseignements concernant ce site Web, communiquez avec Michel Villeneuve au (613) 990-3825 (villenm@tc.gc.ca), Transports Canada.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Kathie Davidson au (613) 951-0141 (aviationstatistics@statcan.ca), Division des transports. Télécopieur: (613) 951-0010. ■

Nouveaux produits

Tendances du revenu au Canada, 1980 à 2004
Numéro au catalogue : 13F0022XIF (209 \$).

Documents de travail sur l'agriculture et le milieu rural : Facteurs influant sur l'innovation en biotechnologie au Canada : analyse des données de l'Enquête sur l'utilisation et le développement de la biotechnologie de 2001, 1997 à 2003, n° 78
Numéro au catalogue : 21-601-MIF2006078
(gratuit).

Stocks de viandes froides et congelées, mars 2006
Numéro au catalogue : 23-009-XIF
(gratuit).

Enquête sur la dynamique du travail et du revenu - Un aperçu de l'enquête
Numéro au catalogue : 75F0011XIF
(gratuit).

Enquête sur la dynamique du travail et du revenu - dictionnaire électronique des données
Numéro au catalogue : 75F0026XIF
(gratuit).

Le revenu au Canada, 2004
Numéro au catalogue : 75-202-XIF
(gratuit).

Culture, tourisme et Centre de la statistique de l'éducation - Documents de recherche : Guide d'utilisation des données du commerce des biens de la culture, n° 40
Numéro au catalogue : 81-595-MIF2006040
(gratuit).

Mortalité, liste sommaire des causes, 2003
Numéro au catalogue : 84F0209XIF
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM et -XBB ou XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1 800 267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1 613 951-7277**

Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le : **1 877 287-4369**


Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le : **1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF (Anglais) 11-010-100-00000001



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 6 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30



PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué un voyage moyen de déplacement au travail sans les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice des offres d'emploi, mai 1997 10
- Emplois sur les marchés à court terme 10
- Aides en termes positifs, septembre 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.